

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le directeur régional de l'Agriculture
Mesdames, Messieurs,

Bienvenue à Nantes,

Les politiques agricoles successives de l'ETAT ne nous permettent pas la lisibilité de notre avenir. Les conséquences désastreuses de ces politiques pour les producteurs de légumes français s'amplifient.

En effet, tout au long de la construction européenne, nous observons avec stupeur le désengagement progressif de l'Etat dans les missions de régulation qui sont les siennes.

Depuis fort longtemps, aux propositions qui sont faites dans le but d'assurer la pérennité de notre filière et donc de toute l'économie qui s'y attache en amont et en aval , nous pouvons, sans risque de nous tromper, résumer les réponses qui nous sont apportées par ces deux locutions :

- ✓ Bercy n'est pas d'accord
- ✓ Cela n'est pas euro compatible.

Mais alors que devons nous comprendre si ce n'est un abandon de la filière légumière dans la politique agricole de notre propre pays au profit d'autres régions européennes avec la bénédiction aveugle de Bruxelles sous couvert d'une équité bizarrement calculée ?

De rapports et audits divers dont nombre font la lumière sur des évidences déjà connues de tous, nous pouvons conclure que la guerre économique ne trouve pas d'adéquation avec la réactivité politique. C'est un gâchis d'énergie et pourtant il y a urgence !

Face à une technocratie européenne que nous ne reconnaissons pas comme autorité en droit de nous gouverner, le pouvoir politique Français, qui est l'émanation démocratique de notre société, doit reprendre ses droits et enfin se ranger du côté de ceux qui créent la richesse et qui en font profiter tout le corps social.

En effet la France ne peut pas vivre uniquement sur une économie de services, c'est tout le contraire et il faut placer au centre de vos préoccupations la reconnaissance de nos entreprises de production pourvoyeuses d'emploi. Ainsi que le souligne Edgar Pisani dans « Un vieil homme et la terre » aucun pays ne peut se priver de son autonomie alimentaire ni de toutes ses formes d'agriculture. L'Europe est encore trop balbutiante pour cela.

De plus l'engagement des professionnels, dans les productions à haute valeur ajoutée par la qualité et le respect des méthodes de productions, retombe dans une impasse économique car les règles sociales et environnementales ne sont pas évaluées de manière identique dans toute l'Europe et au-delà.

Il serait bon pour cela d'envoyer dans les pays concurrents, en mission d'expertise et d'évaluation des réglementations, les différents services de l'état en charge des contrôles afin qu'ils constatent les écarts.

Ceci étant, tous les efforts consentis pour la mise en place d'une organisation économique forte au sein des comités de bassin sur financements professionnels sont aujourd'hui réduits à néant par une situation européenne de marché anarchique qui, j'ose l'espérer, n'était pas préméditée. Si tel n'était pas le cas, il ne faut pas jeter l'éponge et il n'est pas trop tard pour affirmer que la production française a de l'avenir ; et se donner les moyens de la faire vivre!

Il est un fait sur lequel toute la profession est unanime : si la concurrence exacerbée sur les prix de vente perdure, le seul point d'action reste de rétablir des conditions de production concurrentiellement viables. Or les coûts de tous les moyens de production que nous mettons en œuvre ne cessent d'augmenter outrageusement. Le ministère de l'agriculture doit engager une politique d'accompagnement volontariste auprès du ministère des Finances qui profite, par voie de conséquence, au travers des taxations, d'une manne fiscale qu'il serait juste de nous restituer.

Nous reconnaissons l'indispensable nécessité d'une grande EUROPE pour une stabilité politique durable afin d'accroître nos échanges de manière équitable.

Cet équilibre doit cependant être accompagné de règles de bon sens pour ne pas mettre en péril l'économie de notre filière mais pour la renforcer.